

Code social - Droit du travail 2017

Ce Code est à jour au 1^{er} janvier 2017.

Editeur responsable: Hans Suijkerbuijk

© 2017 Wolters Kluwer Belgium SA
Waterloo Office Park
Drève Richelle 161 L
B – 1410 Waterloo
Tel.: 0800 14 500
Fax: 0800 17 529
www.wolterskluwer.be
E-mail: client.BE@wolterskluwer.com

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2017/2664/044
ISBN 978-90-46-59632-6
BP/458-PI17001

Table des matières générale

I.	BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL	1
	Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – 4 août 1996	3
	Arrêté royal relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – 27 mars 1998	47
	Arrêté royal relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail – 27 mars 1998	57
	Arrêté royal relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail – 27 mars 1998	68
	Convention collective de travail n° 72 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail – 30 mars 1999	89
	Arrêté royal relatif aux missions et au fonctionnement des comités pour la prévention et la protection au travail – 3 mai 1999	92
	Arrêté royal relatif à la surveillance de la santé des travailleurs – 28 mai 2003 [art. 1-96]	100
	Convention collective de travail n° 100 concernant la mise en œuvre d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise – 1 avril 2009	125
	Loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac – 22 décembre 2009	133
	Arrêté royal relatif à la prévention des risques psychosociaux au travail – 10 avril 2014	137
II.	CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ	155
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [art. 108-144]	157
	Arrêté royal d'exécution de la section 6 – octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 23 juillet 1985	183
	Arrêté royal d'extension du champ d'application de la section 6 – Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 10 novembre 2001	195
	Arrêté royal modifiant certaines dispositions concernant l'octroi du congé-éducation payé en application de l'article 111, par. 7, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 1 septembre 2006	196

III.	CONGÉS THÉMATIQUES	197
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [art. 99-107bis]	199
	Arrêté royal relatif au congé pour soins palliatifs, portant exécution de l'article 100bis, § 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales et modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption – 22 mars 1995	207
	Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade – 10 août 1998	208
	Arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle – 29 octobre 1997	212
	Convention collective de travail n° 64 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un droit au congé parental – 29 avril 1997	215
IV.	CONTRATS DE TRAVAIL	219
	Loi relative aux contrats de travail – 3 juillet 1978	221
	Convention collective de travail n° 12bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979 ..	266
	Convention collective de travail n° 13bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés, en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979	272
	Convention collective de travail n° 75 relative aux délais de préavis des ouvriers – 20 décembre 1999	278
	Loi sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée – 5 juin 2002	279
	Loi relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail – 28 janvier 2003	281
	Convention collective de travail n° 85 concernant le télétravail – 9 novembre 2005	283
	Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel – 12 avril 2011 [art. 38–44]	288
	Loi concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement – 26 décembre 2013 [art. 67–73, art. 94 et art. 110–113] ..	290
	Convention collective de travail n° 109 concernant la motivation du licenciement – 12 février 2014	293

V.	CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMMISSIONS PARITAIRES	297
	Loi sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires – 5 décembre 1968	299
VI.	CONVENTION DE PREMIER EMPLOI	309
	Loi en vue de la promotion de l'emploi – 24 décembre 1999 [art. 23-52]	311
	Arrêté royal d'exécution des articles [...] [32, § 2, alinéa 1 ^{er}], 33, § 2, alinéa 3, 34[...], 39, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, 42, § 2 [...], 46, alinéa 1 ^{er} , 47, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	320
	Arrêté royal d'exécution des articles [26, 27, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ,] 30, 39, § 1 ^{er} , et § 4, alinéa 2, 40, alinéa 2, [40bis, alinéa 2,] 41, 43, alinéa 2, et 47, § 1 ^{er} , alinéa 5, [...] de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	326
	Arrêté royal relatif à l'octroi d'une allocation d'accompagnement aux jeunes qui suivent une formation préparatoire au contrat de premier emploi – 6 octobre 2000	339
VII.	CONVENTION D'IMMERSION PROFESSIONNELLE	341
	Loi-programme – 2 août 2002 [art. 104-112]	343
VIII.	CRÉDIT-TEMPS	347
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [art. 22-24]	349
	Arrêté royal pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps – 12 décembre 2001	350
	Convention collective de travail n° 103 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière – 27 juin 2012	360
IX.	DISPOSITIONS PÉNALES	385
	Code pénal social – 6 juin 2010 [art. 1-211 et art. 230-237]	387
X.	DOCUMENTS SOCIAUX	475
	Arrêté royal n° 5 relatif à la tenue des documents sociaux – 23 octobre 1978 [art. 1-15ter]	477
	Arrêté royal relatif à la tenue des documents sociaux – 8 août 1980	480
	Arrêté royal soustrayant certaines catégories d'employeurs à l'obligation de tenir le registre du personnel imposée par l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o , de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux – 17 juin 1983	490

	Arrêté royal instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions – 5 novembre 2002	491
XI.	DURÉE DU TRAVAIL	497
	Arrêté royal désignant les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance, dans les secteurs privés de l'économie nationale, pour l'application de la loi sur la durée du travail – 10 février 1965	499
	Arrêté royal [relatif à l'information des travailleurs sur l'état de leurs prestations lorsque leur régime de travail est organisé conformément aux articles 20, § 2, 20bis et 26bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail] – 18 janvier 1984. .	501
	Convention collective n° 29 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant les prestations d'heures supplémentaires – 29 novembre 1976	503
	Loi relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 17 mars 1987	505
	Convention collective de travail n° 42 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 2 juin 1987	509
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [art. 2-13].	512
XII.	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	515
	Convention collective de travail n° 25 sur l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins – 15 octobre 1975.	517
	Loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination – 10 mai 2007 . .	521
	Loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes – 10 mai 2007.	534
	Convention collective de travail n° 95 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail – 10 octobre 2008.	552
XIII.	JOURS FÉRIÉS	553
	Loi relative aux jours fériés – 4 janvier 1974	555
	Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés – 18 avril 1974	560
	Arrêté royal fixant des modalités particulières d'application aux travailleurs intérimaires de la législation en matière de jours fériés – 10 août 2015.	564
XIV.	LOI SUR LE TRAVAIL	565
	Loi sur le travail – 16 mars 1971.	567
	Arrêté royal assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail, au-delà de la huitième semaine après l'accouchement – 11 octobre 1991	589
	Arrêté royal relatif à la conversion du congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère – 17 octobre 1994	590

XV.	OUTPLACEMENT / RECLASSEMENT PROFESSIONNEL	593
	Convention collective de travail n° 51 relative à l'outplacement – 10 février 1992	595
	Loi visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 5 septembre 2001 [art. 11/1-18]	598
	Convention collective de travail n° 82 relative au [...] reclassement professionnel pour les travailleurs de quarante-cinq ans et plus qui sont licenciés – 10 juillet 2002	605
	Arrêté royal pris en exécution des articles 15 et 17 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 23 janvier 2003 . . .	613
	Loi relative au pacte de solidarité entre les générations – 23 décembre 2005 [art. 31-41, 71].	615
	Arrêté royal relatif à la gestion active des restructurations – 9 mars 2006	619
XVI.	PAUSES D'ALLAITEMENT	631
	Convention collective de travail n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement – 27 novembre 2001	633
XVII.	PETITS CHÔMAGES ET CONGÉ POUR RAISONS IMPÉRIEUSES	637
	Arrêté royal relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, [des travailleurs domestiques], des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles – 28 août 1963	639
	Convention collective de travail n° 45 instaurant un congé pour raisons impérieuses – 19 décembre 1989	642
XVIII.	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	645
	Convention collective de travail n° 81 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau – 26 avril 2002	647
	Convention collective de travail n° 89 concernant la prévention des vols et les contrôles de sortie des travailleurs quittant l'entreprise ou le lieu de travail – 30 janvier 2007	653
XIX.	RECRUTEMENT ET SÉLECTION	657
	Convention collective de travail n° 38 concernant le recrutement et la sélection des travailleurs – 6 décembre 1983	659

XX.	RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE	667
	Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement – 19 décembre 1974	669
	Arrêté royal relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle – 7 décembre 1992	678
	Arrêté royal fixant [le régime de chômage avec complément d'entreprise] – 3 mai 2007	698
	Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel – 12 avril 2011 [art. 45-55]	719
	Convention collective de travail n° 107 relative au système de cliquet pour le maintien de l'indemnité complémentaire dans le cadre de certains régimes de chômage avec complément d'entreprise – 28 mars 2013	722
XXI.	RÈGLEMENTS DE TRAVAIL	727
	Loi instituant les règlements de travail – 8 avril 1965	729
XXII.	RÉMUNÉRATION	739
	Loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs – 12 avril 1965 [art. 1-48]	741
	Code judiciaire – 10 octobre 1967 [art. 1408-1412 ^{quater}]	759
	Arrêté royal déterminant les modalités relatives au paiement de la rémunération en monnaie scripturale et à la cession ou la saisie de l'avoir du compte bancaire ou de chèques postaux auquel la rémunération du travailleur est virée – 5 mars 1986	769
	[Convention collective de travail n° 43 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen] – 2 mai 1988	770
	Convention collective de travail n° 50 conclue au sein du Conseil national du Travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen aux travailleurs âgés de moins de 21 ans – 29 octobre 1991	775
	Loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 – 21 décembre 2007 [art. 2-20]	777
	Convention collective de travail n° 90 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats – 20 décembre 2007	782
	Convention collective de travail n° 98 concernant les éco-chèques – 20 février 2009	797
XXIII.	TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	801
	Convention collective de travail n° 35 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel – 27 février 1981	803
	Loi-programme – 22 décembre 1989 [art. 152-178]	806

	Arrêté royal d'exécution des dispositions de la loi-programme du 22 décembre 1989 relatives au contrôle des dérogations à l'horaire normal des travailleurs à temps partiel – 8 mars 1990	810
	Arrêté royal déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs – 18 juin 1990	811
	Arrêté royal assimilant à du travail supplémentaire certaines prestations des travailleurs à temps partiel – 25 juin 1990	812
	Arrêté royal déterminant les dérogations à la durée hebdomadaire minimale de travail des travailleurs à temps partiel fixée à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail – 21 décembre 1992	814
	Loi relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel – 5 mars 2002	815
XXIV.	TRAVAIL DE NUIT	817
	Loi relative au travail de nuit – 17 février 1997 [art. 9-12]	819
	Arrêté royal d'exécution de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit – 16 avril 1998	821
	Convention collective de travail n° 46 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 23 mars 1990	822
	Convention collective de travail n° 49 relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou dans d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 21 mai 1991	829
	Convention collective de travail n° 76 portant exécution de l'article 27, § 4, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 – 18 juillet 2000	831
XXV.	TRAVAILLEURS ÂGÉS	833
	Convention collective de travail n° 104 concernant la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés dans l'entreprise – 27 juin 2012	835
XXVI.	TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	841
	Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers – 30 avril 1999	843
	Arrêté royal portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers – 9 juin 1999	851
	Loi [concernant les conditions de travail, de rémunération et d'emploi en cas de détachement de travailleurs en Belgique et le respect de celles-ci] – 5 mars 2002	896
	Arrêté royal déterminant les modalités d'introduction des demandes et de délivrance du permis de travail C – 2 avril 2003	900
	Loi-programme (I) – 27 décembre 2006 [art. 137-167]	901
	Arrêté royal pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés – 20 mars 2007	906

	Arrêté royal fixant les modalités d'exécution du régime simplifié de tenue des documents sociaux pour les entreprises qui détachent des travailleurs en Belgique et définissant les activités dans le domaine de la construction visées à l'article 6, § 2, de la loi du 5 mars 2002 transposant la directive 96/71/CE du Parlement et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et instaurant un régime simplifié pour la tenue des documents sociaux par les entreprises qui détachent des travailleurs en Belgique – 1 avril 2007	910
XXVII.	TRAVAILLEURS PROTÉGÉS	913
	Loi portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel – 19 mars 1991	915
	Arrêté royal relatif aux modalités de calcul et de paiement de l'indemnité complémentaire due au délégué du personnel ou au candidat-délégué du personnel dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un motif grave – 21 mai 1991	922
XXVIII.	TRAVAIL TEMPORAIRE OU INTÉRIMAIRE	923
	Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs – 24 juillet 1987	925
	Convention collective de travail n° 108 relative au travail temporaire et travail intérimaire – 16 juillet 2013	943
	Loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 12 août 2000 [art. 183-195]	959
	Arrêté royal pris en exécution des articles 188, alinéa 2 et 194, par. 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 15 juillet 2002	963
	Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition – 19 février 2003	965
XXIX.	VACANCES ANNUELLES	967
	Lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 28 juin 1971	969
	Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 30 mars 1967	980

Registre chronologique